



Département de la
Seine-Maritime

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180425-M_DE180423_81-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/04/2018

Publication : 25/04/2018

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Arrondissement du
HAVRE

D.2018.04/81

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 23 avril 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	26
Nombre de Pouvoirs	4
Nombre de Votants	30

Extrait de la délibération affiché le **27 avril 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **23 avril à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 16 avril, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Gérard **DELAHAYS**, Sophie **CAPELLE**, Stéphanie **ONFROY**, Juliette **LOZACH**, Liliane **HIPPERT**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Frédéric **PATROIS** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Martine **LESAUVAGE** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Excusé

Gilles **LEBRETON**

Absentes

Marie-Christine **BASSET**
Karine **LOUISET**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 26 avril 2018

2018.04/81

RESSOURCES HUMAINES : DETERMINATION DU NOMBRE DE SIEGES AU COMITE TECHNIQUE ET MAINTIEN DU PARITARISME

Madame Patricia DUVAL, Adjointe au Maire - La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée par la loi n°2007-209 du 19 février 2007 portant statut de la Fonction Publique Territoriale prévoit, dans son article 32, la création dans chaque collectivité territoriale employant au moins 50 agents d'un Comité Technique.

Les élections des représentants du personnel qui siègent aux Comités Techniques auront lieu le 6 décembre 2018.

Par ailleurs, la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique pose le principe de la suppression du paritarisme numérique entre représentants de la collectivité et représentants du personnel sauf délibération contraire de l'autorité territoriale.

Lors des élections professionnelles de 2014, la Ville de Montivilliers avait décidé de maintenir le paritarisme et de recueillir l'avis du collège des représentants de la collectivité au sein du Comité Technique de la même manière que celui rendu par les représentants du personnel.

Dans ce cadre, il appartient aujourd'hui au Conseil Municipal de se prononcer sur le maintien du paritarisme et sur la détermination du nombre de sièges à pourvoir au CT.

1°) Maintien du paritarisme

L'article 1^{er} du décret n°85-565 du 30 mai 1985, dans sa rédaction antérieure, avait institué le principe selon lequel les Comités Techniques comprenaient un nombre égal de représentants des collectivités territoriales et de représentants du personnel.

La loi précitée du 5 juillet 2010 donne la possibilité aux collectivités territoriales de supprimer le paritarisme numérique au sein du CT, et retire aux représentants de la collectivité la faculté de formuler des avis.

Ce paritarisme peut néanmoins être maintenu par délibération du Conseil Municipal après concertation des représentants du personnel ainsi que la faculté, pour les représentants de la collectivité, de formuler des avis au sein du Comité technique (articles 1 et 26 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 précité).

Le syndicat consulté sur ce point a estimé que le paritarisme du CT fait partie intégrante d'un dialogue social constructif et donc de qualité. En effet, ce principe favorise la concertation entre les organisations syndicales, les élus et l'administration.

C'est pourquoi, sur la base de ces échanges et au nom d'un dialogue social constructif, il est proposé de maintenir le paritarisme numérique au sein du Comité Technique entre le nombre de représentants de la collectivité et les représentants du personnel. Les représentants de la collectivité formuleront un avis au cours des séances du CT.

2°) Détermination du nombre de sièges au Comité Technique

Le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux Comités Techniques dispose dans son article 1^{er} que le nombre de représentants titulaires du personnel est fixé par l'organe délibérant de la collectivité, après consultation des organisations syndicales, dans les limites suivantes :

- Lorsque l'effectif à la date du 1^{er} janvier 2018 est au moins égal à 50 et inférieur à 350 : 3 à 5 représentants.

Actuellement, le Comité Technique est composé de 5 représentants de la collectivité et de 5 représentants du personnel.

Ainsi, dans la perspective des prochaines élections du Comité Technique, il est proposé de maintenir à 5 le nombre de représentants de la collectivité et du personnel.

Pour ces raisons, je vous propose donc d'adopter la délibération suivante :

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut de la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°85-565 du 30 avril 1985 modifié relatif aux Comités Techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU le décret n° 2018-55 du 31 janvier 2018 relatif aux instances de représentation professionnelle de la fonction publique territoriale,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 8 Septembre 2014 fixant à 5 le nombre de représentants titulaires et à 5 le nombre de représentants suppléants de la Collectivité, à 5 le nombre de représentants titulaires et à 5 le nombre de représentants suppléants du Personnel,

VU le Comité Technique réuni le 24 Avril 2018,

VU le rapport de Madame Patricia DUVAL, Adjointe au Maire en charge des Ressources Humaines,

CONSIDERANT :

- Que l'organe délibérant de la collectivité auprès de laquelle est placé le comité technique détermine le nombre de représentants du personnel après consultation des organisations syndicales représentées au comité technique

- Que la consultation préalable obligatoire de l'organisation syndicale 6 mois au moins avant la date des élections professionnelles du 6 décembre 2018

- Que l'organe délibérant peut maintenir le paritarisme au sein du Comité Technique ainsi que la faculté, pour les représentants de la collectivité, de formuler des avis

- Que le nombre des membres titulaires des représentants du personnel ne saurait être inférieur à 3 ni supérieur à 5 dans les collectivités employant entre 50 et 350 agents

- Que l'effectif des fonctionnaires, des agents contractuels de droit public et de droit privé arrêté au 1^{er} janvier 2018, soit 285 agents, relevant du périmètre du Comité technique

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- De laisser inchangé le nombre de représentants du personnel au Comité Technique à savoir 5 représentants titulaires et 5 représentants suppléants,
- De maintenir le paritarisme et donc de fixer à 5 le nombre de représentants de la collectivité titulaires et à 5 le nombre de représentants de la collectivité suppléants,
- De recueillir l'avis du collège des représentants de la collectivité au sein du Comité Technique de la même manière que celui qui sera rendu par les représentants du personnel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE par le Conseil Municipal.

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.*

Le Maire,

